

NOTES

CHANGER D'ÉCHELLE

UN AGENDA S-I-E POUR  
RESTAURER D'URGENCE LA  
COMPÉTITIVITÉ EUROPÉENNE

Kambiz Zare & Laurent Perier

SPIRALES



L'Europe est en perte de vitesse : croissance faible, incapacité à financer ses priorités (social, énergie, sécurité, technologie), tandis que les États-Unis dominent l'innovation et la Chine l'industrie.

Malgré de vrais atouts (marché, épargne, recherche), elle est pénalisée par la fragmentation, la dispersion des investissements et une gouvernance lente. Cette note propose différents leviers pour placer la compétitivité comme priorité centrale.

## Les 3 leviers clés

### 1. Intégrer les services

Supprimer les barrières entre pays, harmoniser les règles et consolider les acteurs pour gagner en productivité et créer des entreprises de taille mondiale.

### 2. Concentrer l'innovation

Arrêter de disperser les moyens : investir massivement et rapidement sur quelques secteurs stratégiques (IA, biotech, énergie, défense) pour transformer la recherche en leaders industriels.

### 3. Maîtriser l'énergie

Réduire les coûts et dépendances en accélérant électrification, efficacité énergétique et production décarbonée, avec une politique plus unifiée et rapide.

Les conditions de réussite résident en des priorités claires (moins de dispersion), des décisions plus rapides (moins de blocages politiques), des financements à l'échelle européenne et une exécution concrète via projets visibles.



Pendant longtemps, l'Europe a pensé que sa puissance pouvait principalement s'exercer par la norme, la régulation et l'ouverture des marchés. Ce modèle a contribué à structurer l'économie mondiale, mais il apparaît désormais insuffisant face au retour des politiques industrielles, technologiques et énergétiques. Les États-Unis articulent innovation, finance et stratégie industrielle ; la Chine combine marché, industrie et pilotage étatique. Dans ce nouveau contexte, la compétitivité redevient une question de souveraineté économique et politique.

## **1. Une contrainte stratégique nouvelle**

### **1.1 Une position encore forte, mais en recul**

L'Europe reste un poids lourd économique mondial, avec une épargne massive, des entreprises diversifiées, des qualifications élevées, des infrastructures solides et des standards institutionnels irréprochables. Mais cette force masque un recul alarmant : l'Union gaspille ses ressources en puissance économique, industrielle et technologique. Les États-Unis dominent via un écosystème innovation-financement-services ; la Chine via marché-volume-politique industrielle. L'Europe, fragmentée, expose ses acteurs à la concurrence mondiale sans leur offrir d'échelle comparable – un coût intolérable.



## **1.2 Une croissance trop faible pour absorber les nouvelles charges collectives**

Le cadre macroéconomique européen s'est durci : vieillissement, transition énergétique, réindustrialisation, défense et tech exigent des investissements massifs. Or la croissance européenne, trop faible, génère tensions budgétaires explosives. À long terme, une économie atone ne finance plus l'État-providence par la richesse, mais par l'endettement – trajectoire économiquement suicidaire et politiquement explosive.

## **1.3. Le coût structurel de la fragmentation**

Le frein majeur est organisationnel : l'Union est une mosaïque de marchés nationaux mal coordonnés, pas un espace intégré. Cette fragmentation sabote productivité, investissements, innovations et champions continentaux – surtout dans services, innovation et énergie, où des gains rapides sont à portée.

## **2. Faire de la croissance un objectif explicite**

### **2.1. Une condition de préservation du modèle européen**

L'Europe a investi en stabilité, régulation, redistribution – vital, mais insuffisant face à la concurrence technologique, le retour des puissances et la vulnérabilité des approvisionnements. La croissance n'est plus une variable résiduelle : sans relèvement, adieu cohésion sociale, investissements, autonomie et climat.

La compétitivité n'infléchit pas le projet européen : elle le sauve.



## **2.2. Une stratégie centrée sur la productivité**

Relever la croissance passe par la productivité : marché intégré, épargne mieux allouée, innovation concentrée, coûts structurels taillés – énergie en tête. Pas d'accumulation de priorités : hiérarchiser les leviers à fort effet. L'agenda S-I-E tranche.

## **3. Premier levier : Intégrer le marché européen des services**

### **3.1. Le principal gisement de productivité**

Services prédominants dans l'économie, mais intégration bancale : régimes nationaux bloquant valeur ajoutée, échelle, expansion et concurrence. L'Europe se prive d'un réservoir immense de productivité : ses firmes n'atteignent pas la taille critique, c'est une urgence absolue.

### **3.2. Concentrer l'effort sur les secteurs stratégiques**

Priorité aux secteurs à effets d'échelle massifs : finance, assurance, télécoms, numérique, santé, pharma, énergie, data-infrastructures. L'intégration booste productivité, investissement et résilience.

### **3.3. Orientations opérationnelles**

La première direction : identifier et réduire les obstacles nationaux qui freinent la prestation transfrontalière de services et les opérations de consolidation. La deuxième : concentrer l'effort d'harmonisation sur un nombre limité de secteurs à fort impact économique. La troisième : lancer des démonstrateurs dans la finance, les infrastructures numériques, l'énergie et la santé pour rendre visibles les gains d'un marché plus intégré



## **4. Deuxième levier : concentrer l'effort d'innovation**

### **4.1. Une faiblesse moins scientifique qu'institutionnelle et financière**

L'Europe n'a pas de déficit scientifique, mais un déficit d'industrialisation : trop lent, fragmenté, sous-financé. La priorité : concentrer, accélérer, aligner sur l'industrie pour réapprendre à innover.

### **4.2. Prioriser les domaines les plus stratégiques**

L'Europe ne peut couvrir indistinctement tous les champs technologiques. Elle doit concentrer ses moyens sur les domaines combinant, potentiel de croissance, effet de souveraineté et impact industriel : intelligence artificielle, infrastructures numériques, capacités de calcul, biotech, santé, électrification, télécommunications avancées, défense et technologies duales. Une stratégie d'innovation ciblée renforcera compétitivité et résilience.

### **4.3. Mieux orienter l'épargne et simplifier les instruments**

L'Europe dispose d'un niveau d'épargne élevé mais mal dirigé. Créer des véhicules pour financer innovation, croissance des entreprises et infrastructures stratégiques est une priorité. L'enjeu : améliorer l'efficacité concrète des mécanismes existants – plus lisibles, plus rapides et plus sélectifs.



## **5. Troisième levier : faire de l'énergie un avantage de compétitivité**

### **5.1. Une question économique, industrielle et géopolitique**

Pour l'Europe, l'énergie est une question de compétitivité, de balance commerciale, de sécurité d'approvisionnement et d'attractivité industrielle. Des coûts élevés sont un handicap structurel ; une dépendance massive aux importations, une vulnérabilité explosive.

### **5.2. Deux priorités complémentaires**

La première : électrification des usages, efficacité énergétique et accélération d'investissements déjà matures technologiquement. La seconde : augmenter l'offre d'électricité décarbonée abondante pour soutenir la réindustrialisation et les infrastructures numériques.

### **5.3. Articuler politique énergétique et politique industrielle**

Les blocages sont organisationnels : délais de procédure, incohérences réglementaires, fragmentation des décisions et oppositions locales. Une accélération du déploiement nécessite une meilleure articulation entre politique énergétique, politique industrielle et instruments de financement.



## **6. Les conditions de réussite**

### **6.1. Assumer une logique de priorisation**

L'Europe doit renoncer aux priorités floues : choix explicites, objectifs serrés, outils adaptés. L'agenda S-I-E répond précisément à cette exigence de concentration.

### **6.2. Réformer la gouvernance pour accélérer la décision**

La gouvernance actuelle permet une fragmentation qui neutralise les priorités communes. Le choix : étendre la majorité qualifiée, les coopérations renforcées et un pilotage centralisé de type «EuroVision» (UE + partenaires comme la Norvège ou l'Ukraine) et un pilotage centralisé– ou rester déclaratoire.

### **6.3. Financer à l'échelle pertinente**

Les investissements stratégiques exigent l'échelle européenne. L'expérience de l'emprunt commun montre que l'Union sait se doter des moyens pour répondre aux besoins structurels.

### **6.4. Mettre l'exécution au centre**

Une stratégie européenne n'a de valeur que si elle produit des résultats observables : calendriers, responsabilités, démonstrateurs, suivi. Le déficit européen n'est pas seulement stratégique. Il est aussi opérationnel.



## 7. Dix recommandations opérationnelles

### 7.1. Services

1. Supprimer barrières nationales transfrontalières, secteur par secteur.
2. Harmoniser finance/numérique/télécoms/santé/énergie.
3. Forcer les consolidations où la fragmentation tue la compétitivité.

### 7.2. Innovation

4. Orienter l'épargne vers l'investissement long terme.
5. Concentrer les financements sur quelques priorités technologiques.
6. Simplifier pour accélérer sélection, financement et déploiement.

7. **Renforcer l'articulation recherche/industrialisation/commande publique.**

### 7.3. Énergie

8. **Demande** : Accélérer électrification/efficacité industrie/bâtiment/transports.
9. **Offre** : Booster électricité décarbonée – sécurité/compétitivité/rapidité.

### 7.4. Gouvernance et financement

10. Majorité qualifiée élargie + financements UE pour domaines prioritaires.



## Conclusion

L'Europe regorge d'atouts mais rate sa montée en puissance économique et politique : ce décalage n'est plus soutenable. C'est l'endettement, non la croissance, qui finance le modèle social européen. Sans croissance, l'Europe ne peut plus le financer, les peurs s'amplifient et nourrissent les extrémismes.

L'enjeu est clair : faire de la taille un levier réel de compétitivité. L'agenda S-I-E cible trois priorités : intégration du marché des Services, financement de l'Innovation par l'épargne et construction d'une réelle indépendance Énergétique, permettant des gains rapides de productivité, d'échelle et de souveraineté.

Le choix est brutal : soit l'Europe change d'échelle, organise sa propre renaissance et s'assure une place à la table de tête du nouvel ordre mondial, soit elle continue de dériver et risque de se retrouver au menu.

Ne soyons pas naïfs : dans un monde où « le gagnant rafle tout », il n'y a pas de prix pour la deuxième place.

**Kambiz Zare & Laurent Perier**



## Quelques chiffres : les faits sont têtus

Entre 1980 et 2025, la part des États-Unis dans le PIB mondial est passée d'environ 26% à 30%, celle de la Chine de 3% à près de 20%, tandis que celle de l'Europe reculait de 29% à 18%. Les USA restent proches de 40% des dépenses mondiales de R&D (public + privé), la Chine est passée de presque rien à environ 20%, et l'Europe a glissé d'environ 30% à 15% depuis les années 2000.

Les services représentent près de 80% du PIB européen, soit 15 000 milliards d'euros. Les 100 principaux groupes européens génèrent plus de 8000 milliards d'euro, soit la moitié du PIB.

Ménages et entreprises épargnent environ 26% du PIB, au-dessus de la moyenne mondiale.

Les Fonds d'innovation de l'UE (IF) sont en théorie puissants, mais ils ne sont pas efficaces : seulement 1% des 40 milliards d'euros de l'IF ont été alloués après cinq ans. L'Europe importe aujourd'hui près de 80% de son énergie, les combustibles fossiles représentant environ 400 milliards d'euros par an. Pour la seule France, le bouclier tarifaire sur les énergies fossiles a coûté 85 milliards d'euros entre 2021 et 2024.

L'investissement annuel d'environ 6% du PIB européen, est comparable à ce qui a été investi pour la révolution numérique.

